



Commune de LA VILLE DU BOIS (91)

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 mars 2022

PROCÈS-VERBAL

L'an deux mille vingt-deux le **22 mars** à dix-neuf heures quinze minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie en séance publique sous la Présidence de Monsieur Jean-Pierre MEUR, Maire.

| Date de convocation et d'affichage               |           |
|--|-----------|
| <b>15 mars 2022</b>                              |           |
| Nombre de Conseillers :                          |           |
| Effectif légal :                                 | <b>29</b> |
| En exercice :                                    | <b>29</b> |
| Présents:<br>Jusqu'à la délibération 2022D07     | <b>21</b> |
| Présents:<br>A partir de la délibération 2022D08 | <b>23</b> |
| Votants :<br>Jusqu'à la délibération 2022D07     | <b>24</b> |
| Votants :<br>A partir de la délibération 2022D08 | <b>26</b> |

**Présents :**

JP. MEUR, **Maire**,

J. CARRE, A. BERCHON, A. GIARMANA, M. PEUREUX, G. ERNOUL, M-C. KARNAY, M. BODOQUE-MUNOZ, T. BEAULIEU (à partir de la délibération 2022D08) **Adjoint au Maire**,

C. DERCHAIN, D. LAVRENTIEFF, M-C. MORTIER, R. ARNOULD-LAURENT, N. LEBON, P. BOURILLON, C. JOUAN, I. OSSENI (à partir de la délibération 2022D08), M. BOURDY, S. PERDREAU, S. BOUILLET, P. BRECHAT, D. LOPES, J. VALENTE, **Conseillers Municipaux**,

**Absents représentés :**

|             |           |             |
|-------------|-----------|-------------|
| S. RIBAULT  | pouvoir à | C. DERCHAIN |
| A. POURRAIN | pouvoir à | M-C KARNAY  |
| G. NOFERI   | pouvoir à | P. BRECHAT  |

**Absents :**

T. BEAULIEU (jusqu'à la délibération 2022D08), I. OSSENI (jusqu'à la délibération 2022D08), H. CARPENTIER, T. STANKOVIC, A. MIR.

**Monsieur le Maire**, après avoir fait l'appel et constaté que le quorum était atteint, ouvre la séance à 19h15.

**Monsieur Sylvère PERDREAU** est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Maire propose l'approbation du procès-verbal de la séance du 8 février 2022.

**LE PROCÈS VERBAL EST ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) : Approbation**

Monsieur ERNOUL rappelle que la CLECT s'est réunie le 9 février dernier en vue d'adopter divers ajustements de charges et notamment sur la compétence voirie mais que la commune n'est pas concernée par ceux-ci. Le montant des attributions de compensation reste inchangé en section de fonctionnement et d'investissement.

**2022D07**

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT** que pour être adopté, le rapport établi par la CLECT doit être approuvé par délibérations concordantes, à la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres de la Communauté Paris – Saclay,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-5,

**VU** le Code Général des Impôts, et notamment son article 1609 nonies C,

**VU** la tenue de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées le 9 février 2022,

**VU** le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Communauté Paris- Saclay en date du 9 février 2022 proposant d'adopter divers ajustements de charges,

**VU** l'avis de la commission Finances réunie le 10 mars 2022,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

**APPROUVE** le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de la Communauté Paris - Saclay du 9 février 2022 annexé à la délibération,

**ADOpte** le montant des attributions de compensation comme suit :

| <b>AC de fonctionnement</b> |                  |
|-----------------------------|------------------|
| <b>AC 2022-3</b>            | <b>AC 2023-2</b> |
| 939 694.98                  | 939 694.98       |

| <b>AC d'investissement</b> |                |
|----------------------------|----------------|
| <b>AC 2022</b>             | <b>AC 2023</b> |
| -12 957,38                 | -12 957,38     |

**PRECISE** que le montant de l'attribution de compensation de fonctionnement pour La Ville du Bois s'élèvera au 1er janvier 2023 à 939 694,98 €.

## Débat d'orientation budgétaire 2022 : Présentation du rapport

**Monsieur MEUR** rappelle les éléments devant constituer le rapport des orientations budgétaires :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.
- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

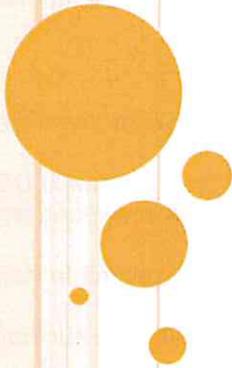
**Madame DONNEGER** expose les grandes lignes de la Loi de Finances 2022 :

- Maintien de la Dotation Globale de fonctionnement (DGF). Une hausse de 525 millions d'euros en 2022 des concours de l'Etat.
- Soutien élevé de l'Etat à l'investissement local. La Ville du Bois perçoit tous les ans la DETR et a pu obtenir en 2021 200 000 € pour le projet de l'école des Cailleboudes. La commune sollicite ce même montant pour l'année 2022.
- Poursuite du renforcement de la péréquation (DSR/DSU). La Ville du Bois perçoit la dotation de solidarité rurale.
- Revalorisation des bases d'imposition de + 3,4%. Cette revalorisation est indexée sur l'inflation et est utilisée pour le calcul de la taxe foncière.
- Réforme des indicateurs financiers qui entrent en compte dans le calcul des dotations de péréquation (prise en compte à compter de 2023). Cette réforme fait suite à la suppression de la taxe d'habitation et l'Etat a décidé de prendre en compte certaines recettes perçues par les communes (droit de mutation, TLPE...). Une baisse des subventions est donc attendue.
- L'Etat s'engage à compenser sur 10 ans les exonérations de foncier bâti des logements sociaux et a décidé une compensation totale à compter du 01/01/2021.

**Monsieur ERNOUL**, Maire Adjoint chargé des Finances, expose que lors de cette séance le rapport d'orientation budgétaire 2022 est présenté et que le vote du budget aura lieu lors de la séance du 12 avril prochain.

Ce rapport expose les résultats de l'année 2021 et les propositions budgétaires pour l'année 2022.

**RAPPORT  
ORIENTATION  
BUDGÉTAIRE  
2022**



**Conseil Municipal du 22 mars 2022**

**LES OBJECTIFS DU ROB**

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité,
- Informer sur la situation budgétaire de la collectivité,
- Informer sur la structure et la gestion de la dette.

# SOMMAIRE

## 1. ELEMENTS DE CONTEXTE MACROECONOMIQUE ET LOI DE FINANCES 2022

### 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

RESULTATS DE CLOTURE 2021 DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

RESULTATS DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021

### 3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

### 4. ANALYSE DES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

### 5. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) 2022-2026 ET SON FINANCEMENT

### 6. ANALYSE DE LA DETTE

### 7. PRESENTATION DES RATIOS

3

## 1. ELEMENTS DE CONTEXTE MACROECONOMIQUE ET LOI DE FINANCES 2022

### CONTEXTE GENERAL – PROJET DE LOI DE FINANCE

➔ Reprise de la croissance malgré la crise du COVID et accroissement du niveau de dette des Etats.

➔ La Loi de Finances pour 2022

- Maintien de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF),
- Hausse de 525 millions d'euros en 2022 des concours de l'Etat en faveur des collectivités territoriales,
- Soutien « particulièrement élevé » à l'investissement local,
- Poursuite du renforcement de la péréquation (DSR et DSU),
- Revalorisation des bases d'imposition de + 3,4 % (indexation sur l'inflation)
- Réforme des indicateurs financiers entrant en compte dans le calcul des dotations de péréquation,
- Compensation sur 10 ans des exonérations de foncier bâti des logements sociaux.

4

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

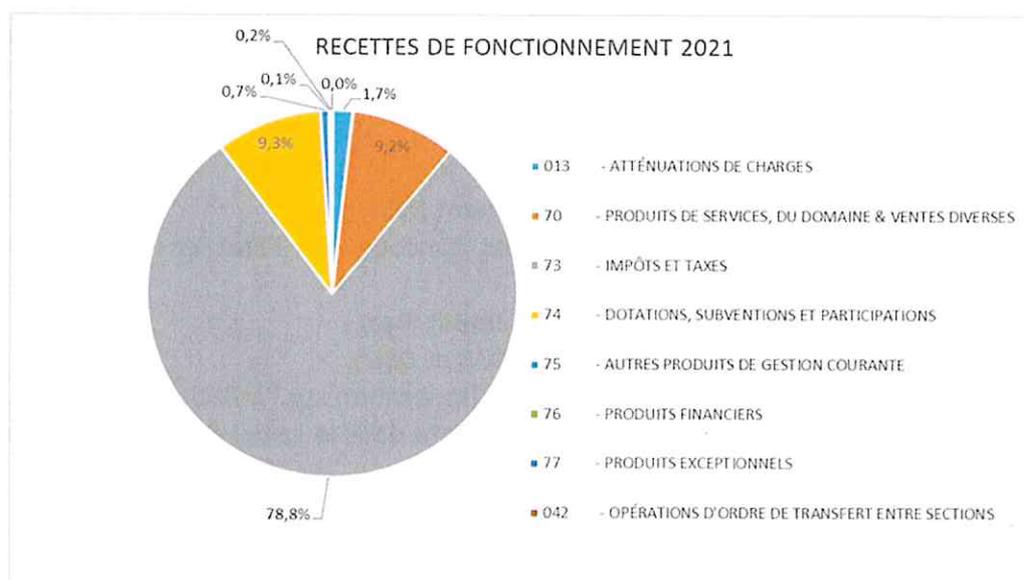
### FONCTIONNEMENT - RECETTES (€)

|   | REALISE 2019        | REALISE 2020        | BP TOTAL 2021       | REALISE 2021        | REALISE 2020 / REALISE 2021 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                                   |                     |                     |                     |                     |                             |
| <b>RECETTES</b>   |                     |                     |                     |                     |                             |
| 013 - ATTÉNUATIONS DE CHARGES                           | 67 271,27           | 128 792,51          | 119 422,00          | 160 983,32          | 25%                         |
| 70 - PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES | 932 589,05          | 658 801,13          | 848 550,00          | 862 525,98          | 29%                         |
| 73 - IMPÔTS ET TAXES                                    | 6 857 792,76        | 7 000 861,94        | 7 132 942,00        | 7 331 994,13        | 5%                          |
| 74 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS           | 1 004 290,84        | 1 050 580,59        | 956 704,00          | 863 878,40          | -18%                        |
| 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                | 94 408,14           | 104 031,84          | 77 531,00           | 66 539,39           | -36%                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE</b>           | <b>8 956 352,06</b> | <b>8 943 068,01</b> | <b>9 135 149,00</b> | <b>9 275 921,22</b> | <b>4%</b>                   |
| 76 - PRODUITS FINANCIERS                                | 19 485,17           | 15 804,42           | 12 459,00           | 11 424,94           | -28%                        |
| 77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS                             | 17 861,52           | 53 222,25           | 20 000,00           | 18 995,67           | -64%                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>     | <b>8 993 688,75</b> | <b>9 012 094,68</b> | <b>9 167 608,00</b> | <b>9 306 341,83</b> | <b>3%</b>                   |
| 042 - OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS    | 21 761,56           | 513,00              | 617,00              | 617,00              | 20%                         |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>     | <b>21 761,56</b>    | <b>513,00</b>       | <b>617,00</b>       | <b>617,00</b>       | <b>20%</b>                  |
| 002 - RESULTAT REPORTÉ DE FONCTIONNEMENT                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00                |                             |
| <b>Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                 | <b>9 015 450,31</b> | <b>9 012 607,68</b> | <b>9 168 225,00</b> | <b>9 306 958,83</b> | <b>3%</b>                   |

5

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### FONCTIONNEMENT - RECETTES (€)



6

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

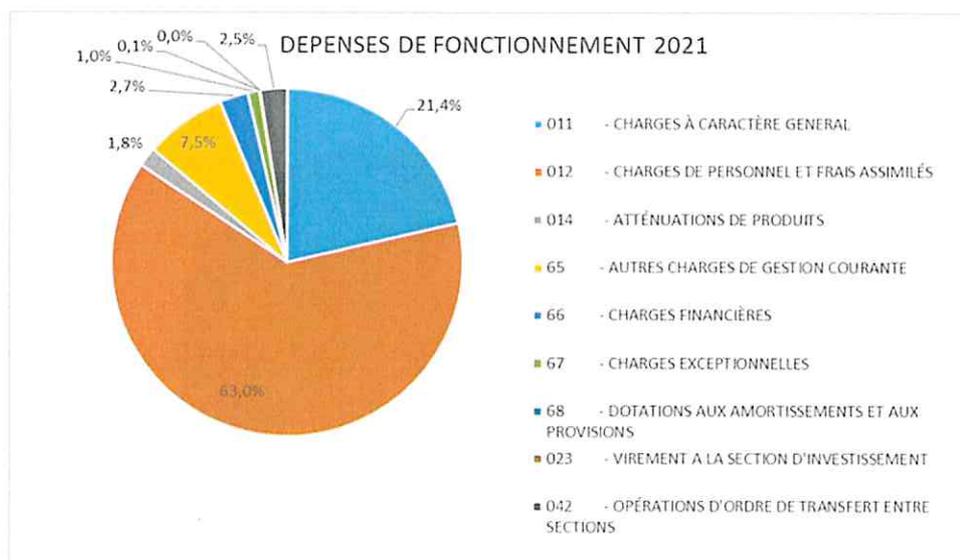
### FONCTIONNEMENT - DEPENSES (€)

|  | REALISE 2019        | REALISE 2020        | BP TOTAL 2021       | REALISE 2021        | REALISE 2020 / REALISE 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                                |                     |                     |                     |                     |                             |
| <b>DEPENSES</b>                                      |                     |                     |                     |                     |                             |
| 011 - CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL                    | 1 766 491,94        | 1 538 618,12        | 1 887 439,00        | 1 689 955,72        | 10%                         |
| 012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS        | 5 120 337,08        | 5 004 363,53        | 4 990 000,00        | 4 982 123,72        | 0%                          |
| 014 - ATTÉNUATIONS DE PRODUITS                       | 69 600,00           | 103 001,00          | 145 007,00          | 145 007,00          | 41%                         |
| 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE              | 619 614,48          | 607 453,00          | 733 428,45          | 592 950,71          | -2%                         |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTE</b>        | <b>7 576 043,50</b> | <b>7 253 435,65</b> | <b>7 755 924,45</b> | <b>7 410 037,15</b> | <b>2%</b>                   |
| 66 - CHARGES FINANCIÈRES                             | 275 029,34          | 240 955,92          | 219 020,00          | 210 112,43          | -13%                        |
| 67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES                         | 10 961,22           | 92 054,52           | 91 500,00           | 82 887,32           | -10%                        |
| 68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS  |                     |                     | 5 960,00            | 5 959,00            |                             |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>  | <b>7 862 034,06</b> | <b>7 586 446,09</b> | <b>8 072 404,45</b> | <b>7 708 995,90</b> | <b>2%</b>                   |
| 023 - VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT         | 0,00                |                     | 895 820,55          | 0,00                |                             |
| 042 - OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 186 938,21          | 209 231,69          | 200 000,00          | 197 523,17          | -6%                         |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>  | <b>186 938,21</b>   | <b>209 231,69</b>   | <b>1 095 820,55</b> | <b>197 523,17</b>   | <b>-6%</b>                  |
| <b>Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>              | <b>8 048 972,27</b> | <b>7 795 677,78</b> | <b>9 168 225,00</b> | <b>7 906 519,07</b> | <b>1%</b>                   |

7

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### FONCTIONNEMENT - DEPENSES (€)



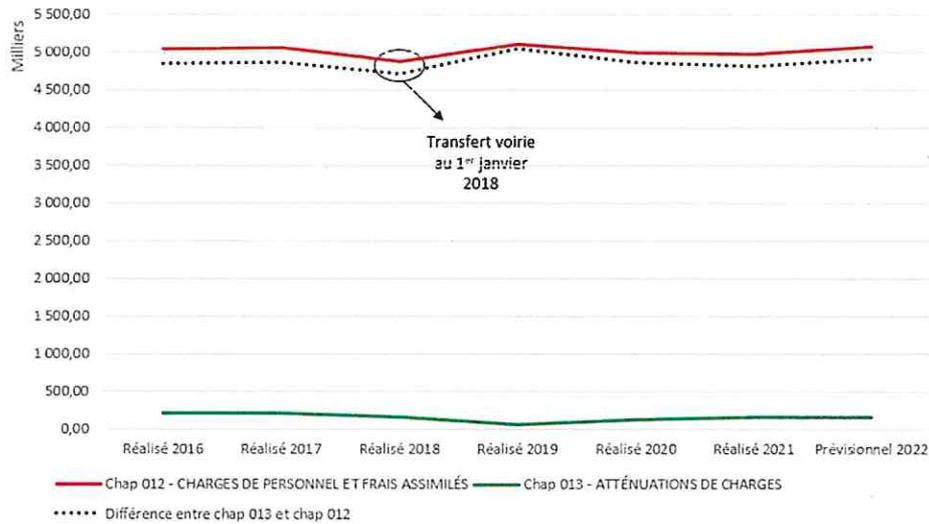
8

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### 2021

EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE (CHAPITRE 012)

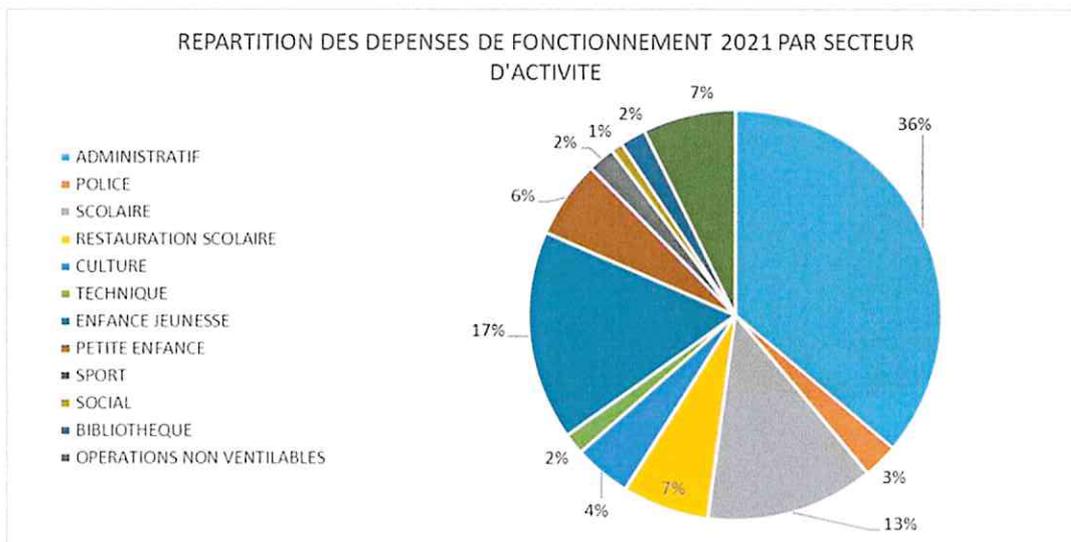
EVOLUTION DES ATTENUATIONS DE CHARGES (CHAPITRE 013)



9

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### FONCTIONNEMENT - DEPENSES (€)



10

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### FONCTIONNEMENT RESULTAT (€)

| AFFECTATION DES RESULTATS SUR LE BP 2022 |   | FONCTIONNEMENT |
|--|---|----------------|
| A  | RECETTES DE FONCTIONNEMENT titres de l'exercice 2021              | 9 306 958,83 € |
| B  | DEPENSES DE FONCTIONNEMENT mandats exercice 2021                  | 7 906 519,07 € |
| C  | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2021 = (A-B)             | 1 400 439,76 € |
| D  | EXCEDENT cumulé précédent apparaissant à l'article 002 du BP 2021 | 0,00 €         |
| E  | RESULTAT CUMULE EN FONCTIONNEMENT = (C+D)                         | 1 400 439,76 € |

Le résultat provisoire 2021 de la section de fonctionnement s'élève à 1 400 439.76 €. Pour rappel, il était de 1 216 929.60 € en 2020.

11

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### INVESTISSEMENT RECETTES (€)

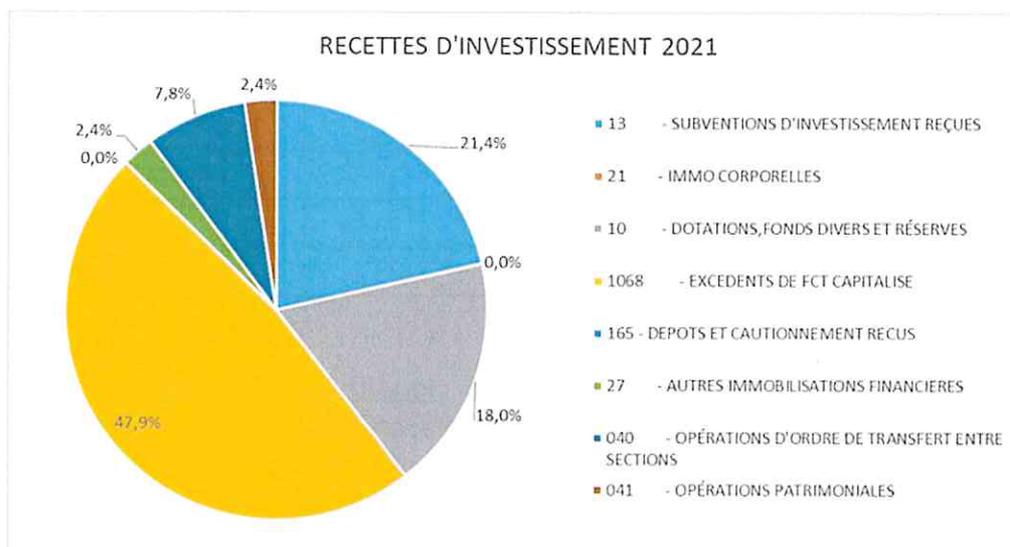
|  | REALISE 2019        | REALISE 2020        | BP TOTAL 2021       | REALISE 2021        | REALISE 2020 /<br>REALISE 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------------------|
| <b>INVESTISSEMENT</b>                                |                     |                     |                     |                     |                                |
| <b>RECETTES</b>                                      |                     |                     |                     |                     |                                |
| 024 - PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS         |                     | 0,00                | 67 400,00           | 0,00                |                                |
| 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES             | 574 751,66          | 730 103,57          | 1 338 279,64        | 543 856,82          | -26%                           |
| 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES                   | 285,00              | 1 000 000,00        | 149 314,91          | 0,00                | -100%                          |
| 204 - SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES               | 95 000,00           | 0,00                | 74 000,00           | 0,00                |                                |
| 21 - IMMO CORPORELLES                                | 140,54              |                     | 0,00                | 1 122,00            |                                |
| 23 - IMMO EN COURS                                   |                     | 6 685,22            | 0,00                |                     | -100%                          |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ÉQUIPEMENT</b>               | <b>671 177,20</b>   | <b>1 736 788,79</b> | <b>1 628 994,55</b> | <b>545 020,82</b>   | <b>-69%</b>                    |
| 10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES             | 166 697,10          | 574 956,44          | 491 000,00          | 457 670,49          | -20%                           |
| 1068 - EXCÉDENTS DE FCT CAPITALISE                   | 1 214 366,27        | 966 478,04          | 1 216 929,90        | 1 216 929,90        | 26%                            |
| 165 - DE POTS ET CAUTIONNEMENT RECUS                 |                     | 800,00              | 1 000,00            | 605,00              | -24%                           |
| 27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES              | 81 769,00           | 74 217,00           | 66 305,00           | 61 979,62           | -16%                           |
| <b>TOTAL DES RECETTES FINANCIÈRES</b>                | <b>1 462 852,37</b> | <b>1 616 451,48</b> | <b>1 775 234,90</b> | <b>1 737 185,01</b> | <b>7%</b>                      |
| <b>TOTAL DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT</b>   | <b>2 134 029,57</b> | <b>3 353 240,27</b> | <b>3 404 229,45</b> | <b>2 282 205,83</b> | <b>-32%</b>                    |
| 021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT       |                     | 0,00                | 895 820,55          | 0,00                |                                |
| 040 - OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 186 938,21          | 209 231,69          | 200 000,00          | 197 523,17          | -6%                            |
| 041 - OPÉRATIONS PATRIMONIALES                       | 59 290,74           | 2 483,00            | 205 000,00          | 62 091,11           | 2401%                          |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>   | <b>246 228,95</b>   | <b>211 714,69</b>   | <b>1 300 820,55</b> | <b>259 614,28</b>   | <b>23%</b>                     |
| <b>Total RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>               | <b>2 380 258,52</b> | <b>3 564 954,96</b> | <b>4 705 050,00</b> | <b>2 541 820,11</b> | <b>-29%</b>                    |

12

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### INVESTISSEMENT

#### RECETTES (€)



13

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### INVESTISSEMENT

#### CHAPITRE 13 – SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (€)

|  | PARTENAIRES                      | REALISE 2021        |
|--|----------------------------------|---------------------|
| DETR 2018 – TRAVAUX AMBROISE PARE                                  | ETAT                             | 83 911.00 €         |
| ETABLISSEMENT DOCUMENTS D'URBANISME                                | ETAT                             | 14 900. 00 €        |
| CONTRAT PARTENARIAT – TRAVAUX AMBROISE PARE                        | CD 91                            | 48 616.00 €         |
| ACQUISITION DE PARCELLES   | CD 91                            | 2 557.00 €          |
| TRAVAUX AMBROISE PARE  | CPS                              | 86 092.00 €         |
| AUTRES SUBVENTIONS (EXTENSION RESEAUX, PUP, ACQUISITION PARCELLES) | BAILLEURS SOCIAUX, SME RN 20 ... | 307 822.82 €        |
|  |                                  | <b>543 898.82 €</b> |

14

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### INVESTISSEMENT

#### DEPENSES (€)

|  | REALISE 2019        | REALISE 2020        | BP TOTAL 2021       | REALISE 2021        | REALISE 2020 / REALISE 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|
| <b>INVESTISSEMENT</b>                                    |                     |                     |                     |                     |                             |
| <b>DEPENSES</b>  |                     |                     |                     |                     |                             |
| 10 - DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES                  | 1 186,85            |                     | 152 501,07          | 152 501,07          |                             |
| 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                       | 1 027 959,41        | 937 222,14          | 889 100,00          | 888 560,49          | -5%                         |
| 27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                  |                     | 6 000,00            | 6 000,00            | 6 000,00            | 0%                          |
| <b>TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES</b>                    | <b>1 029 146,26</b> | <b>943 222,14</b>   | <b>1 047 601,07</b> | <b>1 047 061,56</b> | <b>11%</b>                  |
| 204 - SUBVENTIONS DEQUIPEMENT VERSEES                    | 276 779,50          | 246 692,64          | 268 608,09          | 86 347,82           | -65%                        |
| OPE 107- MAIRE   | 675 450,82          | 285 169,13          | 1 321 937,20        | 500 658,35          | 76%                         |
| OPE 120- AMENAGEMENT EXT BARTELOTIES                     | 0,00                | 0,00                | 7 501,68            | 0,00                |                             |
| OPE 124- SCOLAIRE  | 572 201,05          | 443 726,23          | 702 560,97          | 150 795,05          | -66%                        |
| OPE 125- ECOLE DES CAILLEBOUDES                          |                     |                     |                     |                     |                             |
| OPE 126- JARDINS PARTAGES                                |                     |                     |                     |                     |                             |
| OPE 32- ACQUISITIONS FONCIERES                           | 209 697,10          | 1 200 872,87        | 498 155,00          | 1 836,35            | -100%                       |
| OPE 64- ESPACES PUBLICS                                  | 184 964,88          | 0,00                | 116 662,24          | 62 628,77           |                             |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>                   | <b>1 643 362,65</b> | <b>1 929 768,23</b> | <b>2 915 425,18</b> | <b>802 266,34</b>   | <b>-58%</b>                 |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>       | <b>2 949 288,41</b> | <b>3 119 683,01</b> | <b>3 963 026,25</b> | <b>1 849 327,90</b> | <b>-41%</b>                 |
| 040 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS     | 21 761,56           | 513,00              | 617,00              | 617,00              | 20%                         |
| 041 - OPERATIONS PATRIMONIALES                           | 59 290,74           | 2 483,00            | 205 000,00          | 62 091,11           | 2401%                       |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>       | <b>81 052,30</b>    | <b>2 996,00</b>     | <b>205 617,00</b>   | <b>62 708,11</b>    | <b>1993%</b>                |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b> | <b>3 030 340,71</b> | <b>3 122 679,01</b> | <b>4 168 643,25</b> | <b>1 912 036,01</b> | <b>-39%</b>                 |
| 001 - RESULTAT REPORTÉ D'INVESTISSEMENT                  | 328 600,51          | 978 682,70          | 536 406,75          | 536 406,75          | -45%                        |
| <b>Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                   | <b>3 358 941,22</b> | <b>4 101 361,71</b> | <b>4 705 050,00</b> | <b>2 448 442,76</b> | <b>-40%</b>                 |

Dont réhabilitation de la propriété Schneershon et travaux d'optimisation énergétique des bâtiments communaux

15

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### INVESTISSEMENT VOIRIES 2021 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS SACLAY

En 2021, la Communauté d'Agglomération Paris Saclay a effectué les opérations de voirie suivantes pour un total de 214 369.62 € :



- Réfection de voirie chemin du Trou à terre : 99 174,31 €
- Réfection ruelle des Néfliers – Voie des Postes : 52 800,24 €
- Travaux divers : 46 705,00 €



- Acquisition d'une saleuse : 12 600,00 €
- Acquisition d'une débroussailleuse : 3 090,60 €

16

## 2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

### RESULTATS DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021

| AFFECTATION DES RESULTATS SUR LE BP 2022 |  | FONCTIONNEMENT    |
|--|--|-------------------|
| A  | RECETTES DE FONCTIONNEMENT titres de l'exercice 2021                               | 9 306 958,83 €    |
| B  | DEPENSES DE FONCTIONNEMENT mandats exercice 2021                                   | 7 906 519,07 €    |
| C  | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2021 = (A-B)                              | 1 400 439,76 €    |
| D  | EXCEDENT cumulé précédent apparaissant à l'article 002 du BP 2021                  | 0,00 €            |
| E  | RESULTAT CUMULE EN FONCTIONNEMENT = (C+D)  | 1 400 439,76 €    |
|  |  | INVESTISSEMENT    |
| F  | RECETTES D'INVESTISSEMENT titres de l'exercice 2021                                | 2 541 820,11 €    |
| G  | DEPENSES D'INVESTISSEMENT mandats exercice 2021                                    | 1 912 036,01 €    |
| H  | RESULTAT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2021 = (F-G)                               | 629 784,10 €      |
| I  | DEFICIT 2020 REPORTÉ   | -536 406,75 €     |
| J  | RESULTAT CUMULE EN INVESTISSEMENT = (H+I)  | 93 377,35 €       |
|  |  | RESTES A REALISER |
| K  | RECETTES D'INVESTISSEMENT EN RAR à la fin de l'exercice 2021 et à inscrire en 2022 | 846 116,74 €      |
| L  | DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN RAR à la fin de l'exercice 2021 et à inscrire en 2022 | 1 660 696,44 €    |
| M  | RESULTAT D'INVESTISSEMENT EN RAR = (K-L)   | -814 579,70 €     |

Montant du 1068 pour 2022

En fonctionnement, on constate un excédent de 1 400 439.76 €. En investissement, on constate un excédent de 93 377.35 €, soit un excédent net total constaté au 31 décembre 2021 de 1 493 817.11 €.

En tenant compte des restes à réaliser au 31 décembre 2021, le résultat de clôture s'élève à 679 237.41 €.

17

## 3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

### REGLES D'OR

- Les deux sections du budget (fonctionnement et investissement) doivent être votées en équilibre
- Pas d'emprunt pour financer la section de fonctionnement, nécessité d'un autofinancement
- Un emprunt ne peut être remboursé par un autre emprunt
- Le remboursement du capital de la dette doit être couvert par des recettes propres

18

### 3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

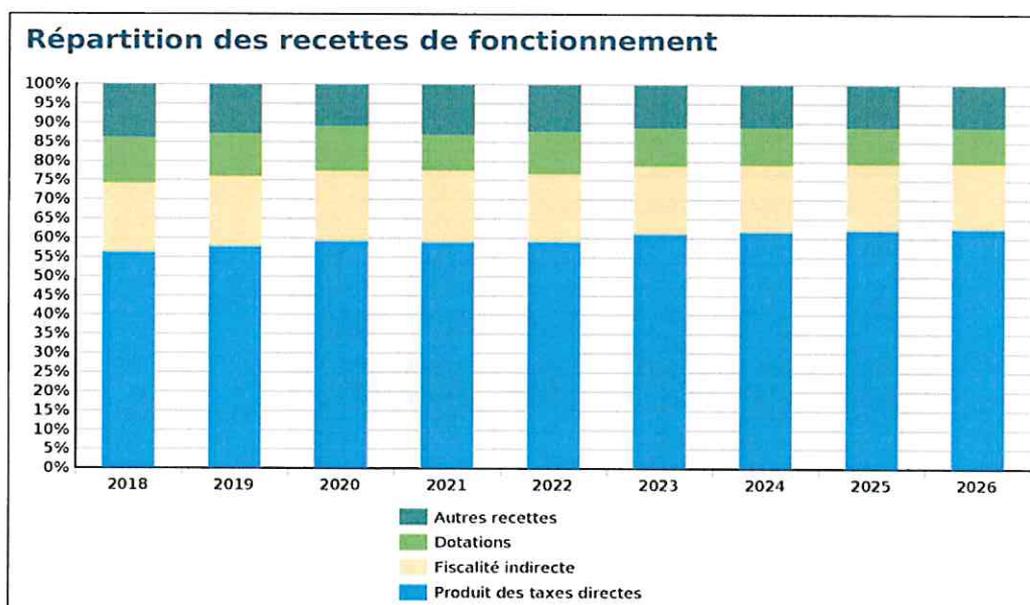
FONCTIONNEMENT - RECETTES (€)

|  | 2021             | 2022             |
|--|------------------|------------------|
| Atténuation de charges (chap 013)                        | 160 983          | 160 000          |
| Produits des services (chap 70)                          | 852 526          | 861 303          |
| Produit des taxes directes (73111)                       | 5 488 941        | 5 674 716        |
| Rôles supplémentaires                                    | 113 104          | 0                |
| <b>Produit des contributions directes</b>                | <b>5 602 045</b> | <b>5 674 716</b> |
| Attribution de compensation (art 7321)                   | 973 028          | 939 695          |
| Dotations de solidarité communautaire (art 7322)         | 0                | 50 000           |
| Taxe sur l'électricité (art 7351)                        | 158 779          | 160 000          |
| Taxes sur la publicité (art 7368)                        | 110 937          | 117 850          |
| Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381)     | 451 289          | 385 000          |
| Autres taxes (Autres articles chap 73)                   | 35 916           | 35 000           |
| <b>Impôts et taxes (chap 73)</b>                         | <b>7 331 994</b> | <b>7 362 261</b> |
| DGF, dotation forfaitaire (art 7411)                     | 331 212          | 307 131          |
| Dotation de solidarité rurale - DSR (art 74121 et 74122) | 112 172          | 114 649          |
| Dotation nationale de péréquation (art 74127)            | 6 019            | 7 223            |
| FCTVA (art 744)  | 8 436            | 8 000            |
| Participations (art 747)                                 | 388 160          | 590 398          |
| Compensations fiscales (art 748 hors locaux industriels) | 17 880           | 35 000           |
| <b>Dotations</b>   | <b>863 879</b>   | <b>1 062 401</b> |
| Autres produits de gestion courante (chap 75)            | 66 539           | 70 460           |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>            | <b>9 275 921</b> | <b>9 516 425</b> |
| Produits financiers (chap 76)                            | 11 425           | 9 476            |
| Produit des cessions d'immobilisations (art 775)         | 2 750            | 0                |
| Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)                | 16 245           | 10 000           |
| <b>Autres recettes d'exploitation</b>                    | <b>30 420</b>    | <b>19 476</b>    |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>      | <b>9 306 341</b> | <b>9 535 901</b> |

19

### 3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

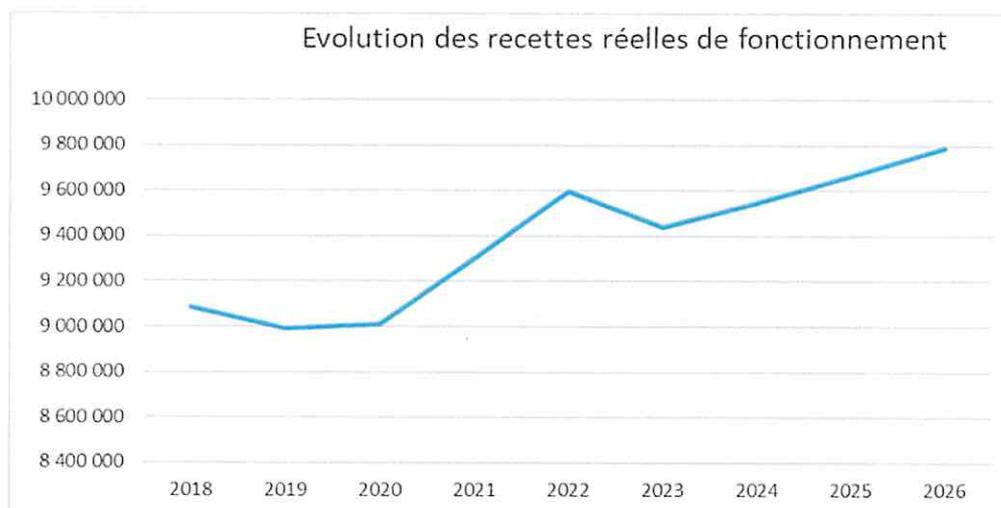
FONCTIONNEMENT - RECETTES (€)



20

### 3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - RECETTES (€)



21

### 3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

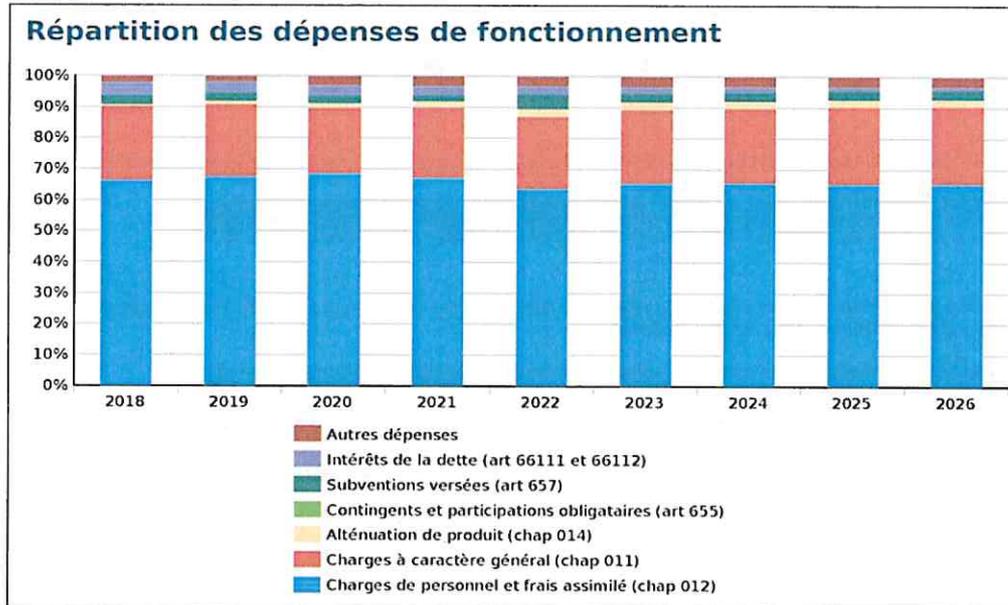
FONCTIONNEMENT - DEPENSES (€)

|  | 2021             | 2022             |
|--|------------------|------------------|
| Charges à caractère général (chap 011)                                 | 1 689 955        | 1 900 577        |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)                     | 4 982 124        | 5 080 000        |
| FPIC (art 739223)  | 145 007          | 181 681          |
| Atténuation de produit (chap 014)                                      | 145 007          | 181 681          |
| Contingents et participations obligatoires (autres articles 655)       | 415              | 435              |
| Contributions au fonds des EPT (art 65541) : SIRM                      | 290 500          | 300 000          |
| Associations   | 64 941           | 72 000           |
| Autres contributions versées à la CPS (dont fonds de concours navette) | 38 931           | 37 000           |
| ISC (frais d'écolage)  | 0                | 271 158          |
| CCAS   | 45 000           | 45 000           |
| Caisse des écoles  | 7 000            | 7 000            |
| Subventions versées (art 657)  | 155 872          | 432 158          |
| Autres charges de gestion courante (autres articles 65)                | 146 163          | 155 573          |
| Autres charges de gestion courante (chap 65)                           | 592 951          | 888 166          |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>                          | <b>7 410 037</b> | <b>8 050 424</b> |
| Intérêts de la dette (art 66111)                                       | 213 390          | 203 489          |
| Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)                           | - 3 800          | - 1 446          |
| Autres charges financières (autres articles chap 66)                   | 523              | 523              |
| Charges exceptionnelles (chap 67)                                      | 82 887           | 52 000           |
| Dotations aux provisions (chap 68 mvt réel)                            | 5 959            | 6 000            |
| Sous-total charges d'exploitation                                      | 298 959          | 260 566          |
| Virement de section  | 0                | 984 911          |
| Opérations d'ordre   | 197 523,17       | 240 000          |
| <b>Total des dépenses de fonctionnement</b>                            | <b>7 906 519</b> | <b>9 535 901</b> |

22

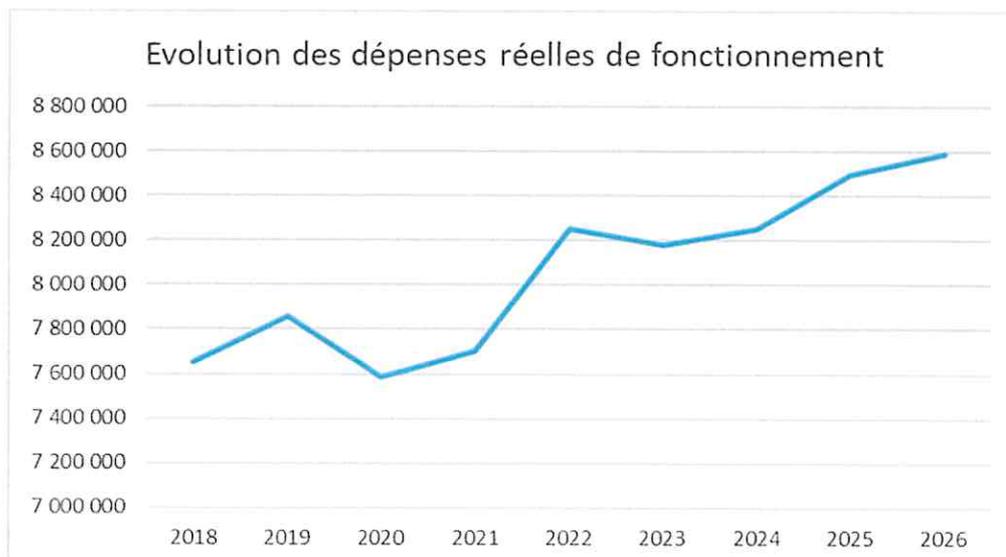
### 3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES (€)



### 3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES (€)



## 4. ANALYSE DES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

### LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

Indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité

**Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

|          | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      |
|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montants | 1 747 397 | 1 412 126 | 1 663 988 | 1 807 985 | 1 478 977 | 1 446 845 | 1 452 132 | 1 304 675 | 1 320 344 |

**Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

|          | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      |
|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montants | 1 431 446 | 1 131 655 | 1 415 219 | 1 594 595 | 1 278 977 | 1 256 805 | 1 293 040 | 1 171 538 | 1 198 170 |

**Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

|                             | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Recettes de fonctionnement  | 9 086 888 | 8 993 689 | 9 012 095 | 9 301 958 | 9 600 601 | 9 440 766 | 9 549 897 | 9 669 666 | 9 793 158 |
| Epargne de gestion          | 1 747 397 | 1 412 126 | 1 663 988 | 1 807 985 | 1 478 977 | 1 446 845 | 1 452 132 | 1 304 675 | 1 320 344 |
| Epargne brute               | 1 431 446 | 1 131 655 | 1 415 219 | 1 594 595 | 1 278 977 | 1 256 805 | 1 293 040 | 1 171 538 | 1 198 170 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 15,75 %   | 12,58 %   | 15,72 %   | 17,15 %   | 13,41 %   | 13,31 %   | 13,54 %   | 12,12 %   | 12,23 %   |
| Epargne nette               | 265 464   | 105 635   | 478 281   | 707 519   | 354 283   | 235 653   | 324 252   | 308 857   | 395 959   |

25

## 5. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) 2022-2026 ET SON FINANCEMENT

LES DEPENSES PREVUES AU PPI

|                                | 2022             | 2023             | 2024           | 2025             | 2026             | Total             |
|--------------------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|-------------------|
| Création équipement technique  | 0                | 0                | 0              | 1 000 000        | 1 000 000        | 2 000 000         |
| Ecole CAILLEBOUDES             | 4 200 000        | 0                | 0              | 0                | 0                | 4 200 000         |
| Ecole RENONDAINES              | 0                | 1 500 000        | 0              | 0                | 0                | 1 500 000         |
| Enveloppes travaux 2022 - 2026 | 500 000          | 500 000          | 500 000        | 500 000          | 500 000          | 2 500 000         |
| Fonds de concours voirie       | 110 075          | 130 000          | 130 000        | 130 000          | 130 000          | 630 075           |
| Jardins partagés               | 267 500          | 0                | 0              | 0                | 0                | 267 500           |
| RAR 2021                       | 1 660 696        | 0                | 0              | 0                | 0                | 1 660 696         |
| <b>Total</b>                   | <b>6 738 271</b> | <b>2 130 000</b> | <b>630 000</b> | <b>1 630 000</b> | <b>1 630 000</b> | <b>13 560 537</b> |

26

## 5. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) 2022-2026 ET SON FINANCEMENT

### LES FINANCEURS DU PPI

|              | 2022             | 2023             | 2024     | 2025           | 2026           | Total            |
|--------------|------------------|------------------|----------|----------------|----------------|------------------|
| CAF          | 200 000          | 0                | 0        | 0              | 0              | 200 000          |
| DEPARTEMENT  | 590 000          | 0                | 0        | 300 000        | 300 000        | 1 190 000        |
| EPCI         | 2 500            | 690 000          | 0        | 0              | 0              | 692 500          |
| ETAT         | 448 523          | 260 000          | 0        | 200 000        | 200 000        | 1 108 523        |
| RAR          | 846 116          | 0                | 0        | 0              | 0              | 846 116          |
| REGION       | 540 000          | 300 000          | 0        | 400 000        | 400 000        | 1 640 000        |
| <b>Total</b> | <b>2 627 139</b> | <b>1 250 000</b> | <b>0</b> | <b>900 000</b> | <b>900 000</b> | <b>5 677 139</b> |

27

## 5. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) 2022-2026 ET SON FINANCEMENT

### FINANCEMENT DES PRINCIPALES OPERATIONS PROGRAMMEES AU BP 2022

| Réhabilitation de l'Ecole de Cailleboudes             |                       |                                 |                       |        |
|---|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|--------|
| DEPENSES  |                       | RECETTES                        |                       |        |
| Libellé   | TTC                   | Libellé                         | TTC                   | Taux   |
| Etudes  | 17 292,00 €           | DETR 2021                       | 200 000,00 €          | 4,31%  |
| Maîtrise œuvre réhabilitation Ecole des Cailleboudes  | 208 270,00 €          | DETR 2022                       | 200 000,00 €          | 4,31%  |
| Désamiantage déplombage                               | 117 000,00 €          | Contrat régional                | 500 000,00 €          | 10,78% |
| Démolition  | 67 654,80 €           | Contrat départemental 2022-2025 | 550 000,00 €          | 11,86% |
| Mission de contrôle technique                         | 13 794,00 €           | SIC CPS                         | 690 000,00 €          | 14,88% |
| Mission CSPS  | 10 475,00 €           | Subvention CAF                  | 200 000,00 €          | 4,31%  |
| Assistance juridique                                  | 2 880,00 €            | FCTVA                           | 631 166,18 €          | 13,61% |
| Travaux de réhabilitation de l'Ecole des Cailleboudes | 4 200 000,00 €        | Part communale                  | 1 666 199,62 €        | 35,93% |
| <b>TOTAL</b>  | <b>4 637 365,80 €</b> | <b>TOTAL</b>                    | <b>4 637 365,80 €</b> |        |

28

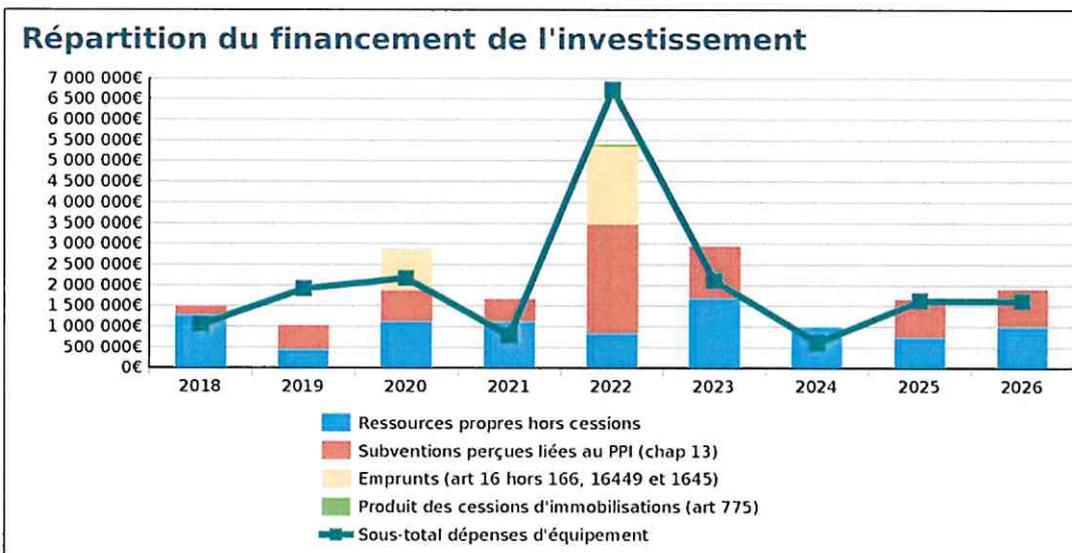
## 5. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) 2022-2026 ET SON FINANCEMENT

FINANCEMENT DES PRINCIPALES OPERATIONS PROGRAMMEES AU BP 2022

| Jardins partagés                 |                     |                           |                     |        |
|----------------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|--------|
| DEPENSES                         |                     | RECETTES                  |                     |        |
| Libellé                          | TTC                 | Libellé                   | TTC                 | Taux   |
| AMO création de jardins partagés | 7 200,00 €          | Plan de relance Etat      | 48 523,00 €         | 17,66% |
| Création de jardins partagés     | 267 500,00 €        | Subvention régionale      | 40 000,00 €         | 14,56% |
|                                  |                     | Subvention départementale | 40 000,00 €         | 14,56% |
|                                  |                     | CPS                       | 2 500,00 €          | 0,91%  |
|                                  |                     | FCTVA                     | 45 061,79 €         | 16,40% |
|                                  |                     | Part communale            | 98 615,21 €         | 35,90% |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>274 700,00 €</b> | <b>TOTAL</b>              | <b>274 700,00 €</b> |        |

29

## 5. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) 2022-2026 ET SON FINANCEMENT



30

## PREVISIONS INVESTISSEMENT VOIRIES 2022 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS SACLAY



- Réfection Cailleboudes : voirie, parking, trottoir, éclairage public et réseaux souples : 402 000.00 €
- Réfection Grand Rue (entre la voie des Postes et le Cabinet médical) : 141 774.00 € ;
- Réfection vieux chemin de Montlhéry (entre le chemin des Vaux et l'entrée de ville) : 56 000.00 € ;
- Réfection de voirie carrefour du 8 mai entre la voie des Postes et la rue des joncs marins sur la rue du Grand Noyer : 35 000.00 € ;
- Cailleboudes : études amiante HAP, relevés, huissier, déflexion : 17 400.00 € ;

Une enveloppe annuelle de 350 000 € est mise à la disposition de la commune pour les travaux de voirie.

31

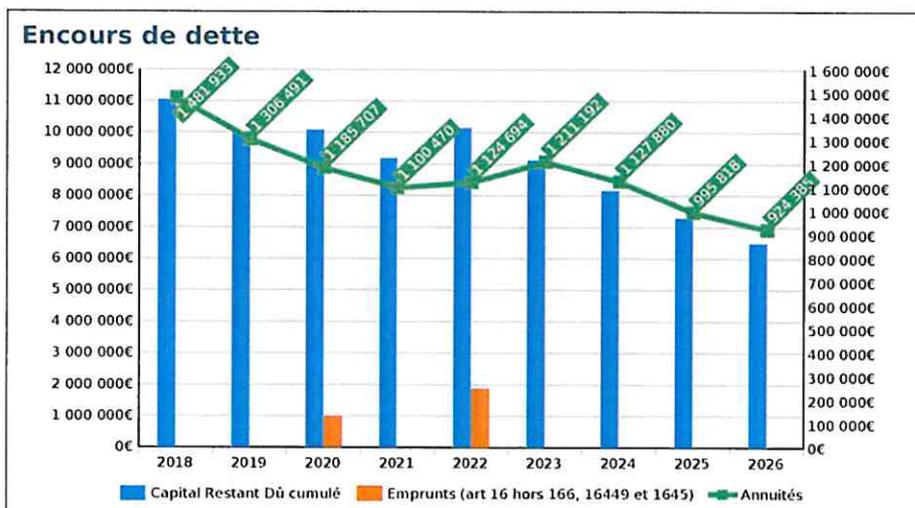
## 6. ANALYSE DE LA DETTE

### DETTE

Selon le scénario établi par la collectivité, l'encours de la dette évoluerait de 11 060 096 € en 2018 à 6 510 533 € en 2026 (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de 1 481 933 € en 2018 à 924 385 € en 2026 (échelle de droite du graphique).

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



32

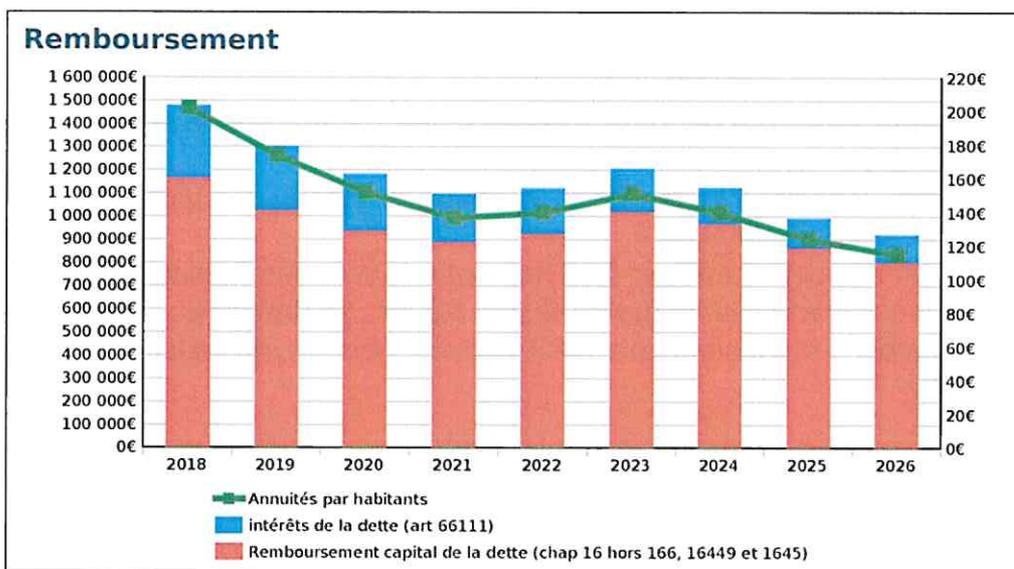
7225 hab avant 2016  
7342 hab apres 2016  
7815 hab en 2020  
8035 hab en 2021

## 6. ANALYSE DE LA DETTE

### DETTE

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



33

7225 hab avant 2016  
7342 hab après 2016  
7815 hab en 2020  
8035 hab en 2021

## 7. PRESENTATION DES RATIOS

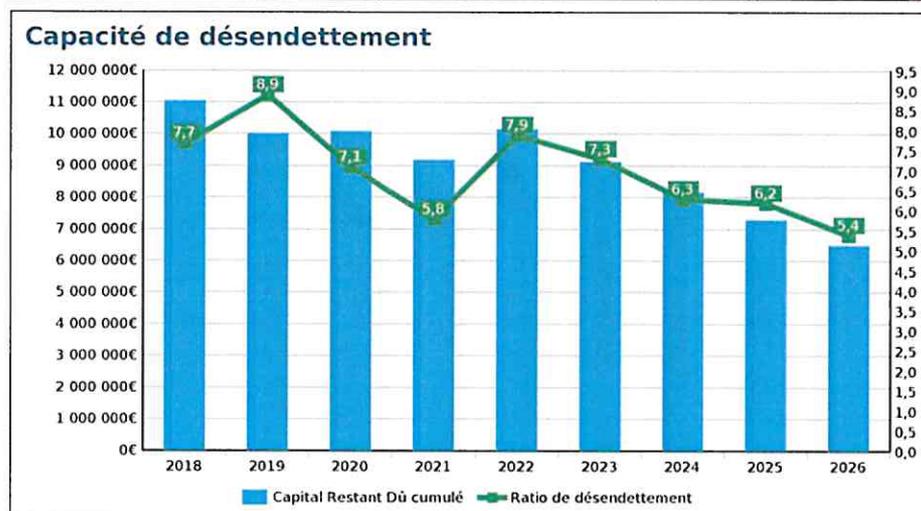
### DETTE

#### Ratio

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

|       | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    | 2024    | 2025    | 2026    |
|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Ratio | 7,7 ans | 8,9 ans | 7,1 ans | 5,8 ans | 7,9 ans | 7,3 ans | 6,3 ans | 6,2 ans | 5,4 ans |



34

7225 hab avant 2016  
7342 hab après 2016  
7815 hab en 2020  
8035 hab en 2021

## 7. PRESENTATION DES RATIOS

|          | Strate 5 000 à<br>10 000 hab | 2019     | 2020     | 2021    | 2022     | 2023    | 2024    | 2025    | 2026    |
|----------|------------------------------|----------|----------|---------|----------|---------|---------|---------|---------|
| Ratio 1  | 918                          | 1 047    | 971      | 959     | 1 028    | 1 019   | 1 028   | 1 058   | 1 070   |
| Ratio 2  | 526                          | 698      | 687      | 697     | 706      | 720     | 735     | 745     | 764     |
| Ratio 3  | 1124                         | 1 198    | 1 153    | 1 158   | 1 195    | 1 175   | 1 189   | 1 203   | 1 219   |
| Ratio 4  | 288                          | 219      | 247      | 89      | 829      | 249     | 63      | 187     | 187     |
| Ratio 5  | 821                          | 1 337    | 1 292    | 1 146   | 1 265    | 1 138   | 1 017   | 910     | 810     |
| Ratio 6  | 156                          | 59       | 58       | 56      | 53       | 52      | 51      | 50      | 49      |
| Ratio 7  | 57,5 %                       | 65,13 %  | 65,96 %  | 64,66 % | 61,52 %  | 62,94 % | 63,26 % | 63,03 % | 63,19 % |
| Ratio 9  | 89,3 %                       | 98,83 %  | 94,58 %  | 92,36 % | 95,64 %  | 97,5 %  | 96,6 %  | 96,81 % | 95,96 % |
| Ratio 10 | 25,6 %                       | 18,27 %  | 21,41 %  | 7,7 %   | 69,04 %  | 21,18 % | 5,24 %  | 15,51 % | 15,32 % |
| Ratio 11 | 73 %                         | 111,57 % | 112,04 % | 99,01 % | 105,88 % | 96,86 % | 85,61 % | 75,63 % | 66,48 % |

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

35

**Monsieur VALENTE** souhaite avoir des informations concernant un éventuel projet de skate park et sa localisation.

**Monsieur MEUR** précise que le projet concerne un city stade et que son implantation est toujours à l'étude mais qu'il apparaît que la Place Beaulieu serait la plus adaptée.

**Monsieur BEAULIEU** explique que ce projet nécessite la prise en compte de plusieurs facteurs (matériaux utilisés, éventuelles nuisances...) et que rien n'est actuellement décidé.

**Monsieur VALENTE** aimerait savoir si des aménagements sont prévus au niveau des bois.

**Madame BERCHON** explique que pour l'année 2022 aucun aménagement n'est prévu. Toutefois, des travaux de réhabilitation sont envisagés, notamment au niveau de la Turaude.

### 2022D08

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le débat d'orientation budgétaire doit désormais faire l'objet d'un rapport dont le contenu, les modalités de publication et de transmission sont définis à l'article D.2312-3,

Ainsi, pour les communes d'au moins 3500 habitants, ce rapport doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.

- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

**CONSIDÉRANT** que la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques, et notamment son article 13, ajoute deux nouvelles informations qui devront être contenues dans le rapport présenté à l'assemblée délibérante à l'occasion de ce débat, dont :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement,
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

**VU** l'article L.2312-1 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'organisation du Débat d'Orientations Budgétaires,

**VU** l'ordonnance 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,

**VU** l'article 13 de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 relative à la continuité de la contribution à l'effort de réduction du déficit public et de la maîtrise de la dépense publique,

**VU** le règlement intérieur du Conseil Municipal,

**VU** l'avis de la Commission Finances réunie le 10 mars 2022,

**VU** le rapport d'orientation budgétaire présenté,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

**PREND ACTE** de la tenue du Débat sur les Orientations Budgétaires,

**ATTESTE** de la présentation du rapport d'orientation budgétaire correspondant, annexé à la délibération,

**PRECISE** que le rapport d'orientation budgétaire sera mis à disposition du public dans les conditions réglementaires et que transmission en sera également faite à Monsieur le Président de la Communauté Paris-Saclay.

### **Réhabilitation et extension de l'école des Cailleboudes : Attribution des marchés**

**Monsieur CARRE** rappelle que suite à l'appel d'offres publié le 10 janvier 2022 pour la réhabilitation et l'extension de l'école des Cailleboudes, trente-trois offres ont été remises par voie dématérialisée pour répondre aux 10 lots de la consultation.

Les plis ont fait l'objet d'une ouverture le 14 février 2022, puis d'une analyse des offres par le cabinet chargé de la mission de maîtrise d'œuvre. Cette analyse des candidatures et des offres a été effectuée selon les critères énoncés dans le règlement de consultation, à savoir le prix des prestations (50 %), la valeur technique (50 %).

Le montant total des marchés (10 lots) s'élève à 3 454 398,14 € HT soit 4 145 277,77 € TTC.

**Madame LOPES** souhaite savoir si ces montants sont susceptibles d'évoluer.

**Monsieur MEUR** explique que ces montants sont notifiés mais qu'il n'est pas exclu que des avenants soient ajoutés en fonction des aléas liés aux travaux.

**Monsieur VALENTE** souhaite savoir si les repas seront préparés sur place, compte tenu du montant élevé prévu pour les équipements de cuisine.

**Monsieur MEUR** répond que les repas resteront préparés à la cuisine centrale (école Ambroise Paré). Le coût du matériel et de l'installation d'une cuisine collective est très élevé (appareil de chauffe, électroménager, mise en place du self...).

#### **2022D09**

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT** l'appel d'offres publié au regard des seuils sous la forme d'un Marché A Procédure Adaptée (MAPA), le 10 janvier 2022 pour la réhabilitation et l'extension de l'école des Cailleboudes, dont la date limite de remise des offres était fixée au 14 février 2022 à 12h00,

**CONSIDERANT** que trente-trois offres ont été remises par voie dématérialisée dans les délais pour répondre aux 10 lots de la consultation, à savoir :

- Lot 01 : Installation de chantier / Fondations-Gros Œuvre-Maçonnerie-Ravalement / Cloisonnement  
Doublage / Revêtement de sol dur-Faïence / VRD-Aménagements extérieurs
- Lot 02 : Structure / Couverture / Etanchéité
- Lot 03 : Sol souple / Peinture intérieure et extérieure / Faux plafond
- Lot 04 : Menuiserie extérieure-Occultation-Bardage
- Lot 05 : Menuiserie intérieure / Signalétique / Agencement
- Lot 06 : Electricité CFO-CFA-SSI
- Lot 07 : Plomberie / Sanitaire / Chauffage / Ventilation
- Lot 08 : Métallerie / Serrurerie
- Lot 09 : Monte escalier PMR
- Lot 10 : Equipements de cuisine

**CONSIDERANT** que les plis ont fait l'objet d'une ouverture le 14 février 2022, puis d'une analyse des offres par le cabinet chargé de la mission de maîtrise d'œuvre,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**VU** l'avis de la Commission Finances réunie le 10 mars 2022,

Après présentation du rapport d'analyse des offres,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à la majorité,**

**4 ABSTENTIONS : P. BRECHAT, G. NOFERI, D. LOPES, J. VALENTE.**

**DECIDE** d'attribuer les marchés aux prestataires suivants :

**LOT 1** : Installation de chantier/Fondations-Gros Œuvre-Maçonnerie-Ravalement/Cloisonnement-Doublage/Revêtement de sol dur-Faïence/VRD-Aménagements extérieurs

Entreprise : DESTAS, sise : 64 avenue de la Gare 91760 ITTEVILLE

Pour un montant de 1 124 910,60 € HT soit 1 349 892,72 € TTC.

LOT 2 : Structure - Couverture - Etanchéité

Entreprise : ETB, sise : 20 chemin des Grouettes 91590 CERNY

Pour un montant de 299 351,17 € HT soit 359 221,40 € TTC.

LOT 3 : Sol souple/ Peinture intérieure et extérieure/ Faux plafond

Entreprise : SCHANG, sise : 86 rue de Paris 91120 PALAISEAU

Pour un montant de 177 493 € HT soit 212 991,60 € TTC.

LOT 4 : Menuiserie extérieure-Occultation-Bardage

Entreprise : GIRARD OUVRAGE BOIS sise : 1 avenue du Général Patton 45330 MALSHERBES

Pour un montant de 471 987,45 € HT soit 566 384,94 € TTC.

LOT 5 : Menuiserie intérieure-Signalétique-Agencement

Entreprise : GIRARD OUVRAGE BOIS, sise : 1 avenue du Général Patton 45330 MALSHERBES

Pour un montant de 108 995,72 € HT soit 130 794,86 € TTC.

LOT 6 : Electricité CFO-CFA-SSI

Entreprise : SEEGE, sise : 29 ter rue de l'Industrie 91214 DRAVEIL

Pour un montant de 194 800 € HT soit 233 760 € TTC.

LOT 7 : Plomberie -Sanitaire/Chauffage/Ventilation

Entreprise : SAS SERT sise : 53 rue des Chaises 28000 CHARTRES

Pour un montant de 752 518,85 € HT soit 903 022,62 € TTC.

LOT 8 : Métallerie-Serrurerie

Entreprise : ETB , sise : 20 chemin des Grouettes 91590 CERNY

Pour un montant de 191 741,35 € HT soit 230 089,62 € TTC.

LOT 9 : Monte escalier PMR

Entreprise : ALFORT ELEVATEUR sise : 16 bis chemin Latéral 94140 ALFORTVILLE

Pour un montant de 12 600 € HT soit 15 120 € TTC.

LOT 10 : Equipements de cuisine

Entreprise : ROUSSEL, sise : 16 rue Jules Vercreysse 95100 ARGENTEUIL

Pour un montant de 120 000 € HT soit 144 000 € TTC.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les marchés correspondants.

### **Programme Essonne Habitat : Convention de réservation de logements**

**Madame KARNAY** procède à l'exposé des motifs.

## 2022D10

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT** que la commune, par délibération du 7 juillet 2020, a accordé sa garantie à hauteur de 50% des emprunts contractés par Essonne Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'opération de construction de 55 logements locatifs sociaux au 59 et 69 avenue de la Division Leclerc,

**CONSIDERANT** qu'en contrepartie de cette garantie, 11 logements seront réservés pour le contingent Ville,

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitat et notamment les articles R.312-10 et R.441-5,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le projet de convention de réservation,

**VU** l'avis de la Commission Urbanisme réunie le 18 mars 2022,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de réservation relative à l'opération de construction de logements sociaux au 59 et 69 avenue de la Division Leclerc et tous documents ou éventuels avenants relatifs à cette affaire.

### **Plan d'Aide à la Relance de la Construction Durable – Convention tripartite**

**Monsieur MEUR** expose que pour répondre au besoin de logements des Français, l'Etat souhaite relancer la construction durable de logements, en mettant en place un accompagnement financier à travers le dispositif d'Aide à la Relance de la Construction Durable (ARCD) 2021-2022. Le Gouvernement souhaite faire évoluer le dispositif d'aide vers un dispositif de contractualisation recentré sur les territoires tendus.

La contractualisation suppose un engagement de la part de la commune à atteindre un objectif de production fixé (nombre d'autorisations d'urbanisme à délivrer). Si les objectifs de production de logements sociaux ne sont pas atteints, l'aide ne sera pas versée. Les logements issus de permis de construire créant moins de 2 logements et des opérations dont la densité est inférieure à 0.8, ne donnent pas droit à une aide, mais peuvent participer à l'atteinte des objectifs annuels fixés par le PLH. Par ailleurs, si l'objectif est dépassé, l'aide octroyée peut être bonifiée dans une limite de 10%. Dans ces conditions, chaque logement pourra bénéficier d'une aide de 1500€. Les logements provenant de la transformation de surfaces de bureau ou d'activités en surfaces d'habitation font l'objet d'une subvention complémentaire de 500 € par logement.

Pour ce qui concerne La Ville du Bois, la production de logements projetés sur 2021-2022 s'élève à 140 logements, pour les opérations suivantes :

| Objectif PLH 2018-2023 | Objectif PLH annuel | Dont logements sociaux | Nom de l'opération (localisation)                       | Date de la délivrance (y compris prévisionnelle) | Nombre de logements | Production logements projetés 2021-2022 |
|------------------------|---------------------|------------------------|---|--|---------------------|---|
| 341                    | 57                  | 157                    | KAUFMAN<br>Rue des Cailleboudes                         | août-22  | 60                  | 140                                     |
|                        |                     |                        | TABLE D'HÔTES<br>87/89 avenue de la<br>Division Leclerc | août-22  | 80                  |   |

Il est précisé que des modifications sont susceptibles d'avoir lieu en raison notamment de la date de délivrance des permis, la date butoir étant le 31 juillet 2022. La période de contractualisation étant relativement courte, 1 an, la commune n'est pas assurée de pouvoir bénéficier de ce dispositif.

## 2022D11

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5216-1,

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ces articles L. 302-9-1, L. 303-2 et D. 304-1,

**VU** la loi SRU n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, notamment l'article 55,

**VU** le décret n° 2021-1070 du 11 août 2021 fixant les modalités d'octroi de l'aide à la relance de la construction durable, et son arrêté d'application du 12 août 2021, fixant la répartition des communes par catégorie urbaine,

**VU** l'arrêté interministériel du 25 octobre 2021, fixant les montants d'aide des communes bénéficiaires,

**VU** la délibération n° 2019-499 du Conseil communautaire en date du 18 décembre 2019, adoptant le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024,

**VU** la délibération n° 2021-315 du Conseil communautaire en date du 24 novembre 2021, adoptant le bilan annuel du PLH 2019-2021,

**VU** le contrat type de relance du logement, précisant l'ensemble des modalités de contractualisation,

**CONSIDERANT** le plan France Relance 2020-2022, pour relancer l'économie française à la suite de la crise économique liée à la pandémie de Covid-19,

**CONSIDERANT** l'avis favorable du Bureau Communautaire de la communauté d'agglomération Paris-Saclay du 9 février 2022,

**CONSIDERANT** l'avis favorable de la commission n°1 « Aménagement et attractivité territoriale, PLH et Logement, Urbanisme, Politique de la ville, Santé et Gens du voyage », du 31 janvier 2022,

**VU** l'avis de la Commission Urbanisme réunie le 18 mars 2022,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

**APPROUVE** le contrat type de relance du logement, précisant l'ensemble des modalités de contractualisation, dans le cadre du dispositif d'Aide à la Relance de la Construction Durable 2021-2022, avec l'Etat et la communauté d'agglomération de Paris-Saclay.

**AUTORISE** le Maire à signer le contrat et tous les documents y afférents.

**DONNE** mandat au président d'adapter le tableau annexe suite aux ajustements éventuels portés par les communes avant le délai de contractualisation le 31 mars 2022.

**Autorisation d'urbanisme PC0916652110025 sise 20 avenue de la Division Leclerc – rue de la Croix Saint-Jacques – Convention portant participation financière par le pétitionnaire à l'extension du réseau électrique hors du terrain d'assiette de l'opération projetée**

**Madame BODOQUE-MUNOZ** procède à l'exposé des motifs.

## 2022D12

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT** que la commune de LA VILLE DU BOIS a été saisie d'une demande d'autorisation d'urbanisme, par la SAS BOULANGERIES BG, dans le cadre de l'aménagement d'une boulangerie « Marie

Blachère » et d'un magasin de fruits et légumes « Mangeons frais », 20 avenue de la Division Leclerc – rue de la Croix Saint-Jacques, référencée PC0916652110025,

**CONSIDERANT** que les services d'ENEDIS ont été consultés durant l'instruction de cette autorisation d'urbanisme. Il en résulte qu'une extension du réseau électrique sous maîtrise d'ouvrage d'ENEDIS est nécessaire pour alimenter cette parcelle, dont 150 mètres sur le domaine public, en dehors du terrain d'assiette,

**CONSIDERANT** que le chiffrage réalisé par ENEDIS donne un montant de travaux de 15 094,39 € H.T. pour l'extension hors du terrain d'assiette de l'opération,

**CONSIDERANT** qu'il résulte des pièces du dossier qu'il peut être fait application de l'article L.332-15 du Code de l'Urbanisme et notamment de son alinéa 3 qui définit les caractéristiques d'un équipement propre et qui permet l'imputation au pétitionnaire des frais liés à une extension de réseau rendue nécessaire par le projet,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** la convention portant participation financière par le pétitionnaire à l'extension du réseau électrique hors du terrain d'assiette de l'opération projetée,

**VU** l'avis de la Commission Urbanisme réunie le 18 mars 2022,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

**APPROUVE** la participation financière de la SAS BOULANGERIES BG, de l'intégralité du montant des travaux d'extension du réseau d'électricité,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de cette opération et notamment la signature de la convention conclue à cet effet et les éventuels avenants s'y rapportant.

#### **Parcelle AH n°268 sise rue des Près - Régularisation d'emprise d'alignement**

Madame BODOQUE-MUNOZ procède à l'exposé des motifs.

#### **2022D13**

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de procéder à la régularisation d'emprise d'alignement de la parcelle cadastrée AH n°268 sise 30 rue des Près,

**VU** l'avis de la commission Urbanisme réunie le 18 mars 2022,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

**DÉCIDE** d'acquiescer à l'euro symbolique auprès de Monsieur et Madame ECALE, la parcelle cadastrée AH n°268 sise 30 rue des Près, d'une superficie de 63 m<sup>2</sup>,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment l'acte notarié devant intervenir entre la commune et le propriétaire.

## **Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP): Actualisation**

**Monsieur MEUR** explique que suite à la délibération 2019D85 du 12 février 2019 venue compléter les montants maximums annuels attribués et la délibération 2020D55 du 06 octobre 2020 venue élargir le champs d'application aux cadres d'emploi des éducateurs de jeunes enfants, des Techniciens et auxiliaires de puériculture territoriaux (C), il est nécessaire d'actualiser le RIFSEEP en conséquence.

### **2022D14**

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

**VU** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

**VU** le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

**VU** le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

**VU** le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

**VU** le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitare des agents de la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2021-1882 du 29 décembre 2021 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux,

**VU** l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513,

**VU** l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

**VU** l'arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

**VU** la circulaire NOR : RFFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

**VU** la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale,

**VU** l'avis du Comité Technique réuni le 15 mars 2022,

**VU** la délibération n°2019D85 du 12 février 2019 relative à la mise en place du RIFSEEP à l'ensemble des cadres d'emplois éligibles,

VU la délibération n°2020D55 du 6 octobre 2020 relative à l'actualisation du RIFSEEP,

**CONSIDERANT** le reclassement du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux en catégorie B suite à la parution du décret n°2021-1882 du 29 décembre 2021, il convient de modifier les modalités d'attribution du RIFSEEP en conséquence.

### Catégorie B

| Cadre d'emploi des auxiliaires de puériculture territoriaux (B) |                           |   |                                |          |                         |
|---|---------------------------|---|--------------------------------|----------|-------------------------|
| Groupe de fonction  | Intitulé                  | Emplois concernés   | Montant annuel brut de l'IFSEE |          | Montant annuel brut CIA |
|   |                           |   | Plancher                       | Plafond  | Plafond                 |
| Groupe 1  | Management supérieur      | Responsable d'une structure ou de service                                       | 0 €                            | 17 480 € | 1 450 €                 |
| Groupe 2  | Management intermédiaire  | Adjoint au responsable de structure ou de service ou coordination de service(s) | 0 €                            | 16 015 € | 1 410 €                 |
| Groupe 3  | Fonctions opérationnelles | Expertise, encadrement d'utilisateurs   | 0 €                            | 14 650 € | 1 370 €                 |

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

**INSTAURE** l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) dans les conditions indiquées ci-dessus,

**INSTAURE** le complément indemnitaire annuel (CIA) dans les conditions indiquées ci-dessus,

**PRECISE** que le montant individuel de l'IFSE et du CIA sera décidé par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté,

**PRECISE** que l'ensemble des primes instaurées au sein de la commune ne seront plus appliquées aux cadres d'emploi bénéficiant du RIFSEEP,

**PRECISE** que pour les agents dont le cadre d'emploi ne bénéficie pas des dispositions prévues par la présente délibération et la délibération n°2019D85 du 12 février 2019, les règles antérieures restent applicables.

### **Approbation du principe de délégation de service public pour la gestion de la micro-crèche**

**Madame BERCHON** procède à l'exposé des motifs

**Madame LOPES** demande la raison pour laquelle la durée de cette concession est allongée à 5 ans au lieu des 3 ans conclus précédemment.

**Madame BERCHON** explique que 3 années passent très vite et qu'il s'agissait pour la commune d'expérimenter ce mode de gestion qui s'est avéré concluant.

### 2022D15

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**VU** l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et l'article 40 de ratification de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique,

**VU** le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession,

**VU** les articles L. 1411-1 à L. 1411-10, R 1411-1 et D 1411-3 à D 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le rapport de présentation sur le choix du mode de gestion et le principe de recours à une délégation de service public établi au titre de l'article L.1411 du CGCT,

**CONSIDERANT** que le recours à la gestion concédée pour l'exploitation de la micro-crèche « Les Bout'Choux » apparaît comme le mode de gestion le plus opportun au regard des éléments présentés dans le rapport ci-annexé portant sur le choix du mode de gestion,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

**APPROUVE** le principe d'une concession de service public comme mode de gestion pour l'exploitation de la micro-crèche « Les Bout'Choux » dans le cadre d'un contrat d'une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**APPROUVE** les caractéristiques principales de la concession telles que décrites au rapport ci-annexé, qui seront précisées et détaillées dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer une nouvelle procédure de délégation de Service Public pour la gestion de la future micro-crèche de 10 berceaux, à accomplir toutes les formalités nécessaires à la sélection d'un délégataire et notamment à procéder à une publicité pour recueillir les candidatures des structures susceptibles de remettre une offre, à procéder au recueil des offres et à leur examen par la commission, à négocier avec celles-ci et à soumettre le choix du délégataire ultérieurement au conseil municipal par une délibération.

**DIT** que le Maire ou l'Adjoint au Maire en charge de la Petite Enfance est autorisé à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

### **Règlement intérieur du conservatoire municipal: Modification**

**Madame PEUREUX** procède à l'exposé des motifs.

**Madame LOPES** fait part au Conseil de son inquiétude vis-à-vis des critères de sélection et des dérives que cela pourrait engendrer.

**Madame PEUREUX** précise que certains élèves ne font pas preuve d'assiduité et ne s'investissent pas durant les cours, ce qui crée dans ce cas des dérives qu'il s'agit d'encadrer.

**Monsieur MEUR** ajoute que le nombre important d'inscriptions dans certaines disciplines oblige à établir des critères pour permettre aux élèves les plus impliqués de continuer leur activité, dans la situation où des choix s'imposent.

### **2022D16**

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT** le nombre important de demandes d'inscription et de réinscription dans certaines disciplines dont les places sont limitées,

**CONSIDERANT** l'intérêt de soumettre ces candidatures au Conseil pédagogique sur des critères tels que l'assiduité et l'investissement,

VU le projet de règlement intérieur,

VU l'avis de la Commission Culture réunie le 10 février 2022,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à la majorité,

**2 ABSTENTIONS : D. LOPES, J. VALENTE.**

**APPROUVE** les termes du règlement intérieur de l'école municipale de musique tel qu'il est joint en annexe à la présente délibération,

**PRECISE** que le règlement intérieur sera communiqué au public lors de l'inscription et par affichage et supports de communication numériques aux adhérents,

**DIT** que ce règlement entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022.

## DECISIONS DU MAIRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

2022DM03 *Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) 2022 – Tranche fonctionnelle n°2 du projet de réhabilitation d'un établissement d'enseignement en Ecole de quartier dite « Ecole des Cailleboudes » dans le cadre de la transition énergétique par la promotion de l'Eco-mobilité scolaire.*

2022DM06 *Convention relative à la santé au travail : Médecine de prévention*

2022DM07 *Contrat d'entretien des deux portails coulissants de l'école des Bartelottes*

Droits de préemption urbain: Renoncements

### QUESTIONS DIVERSES

Le Maire,  
Jean-Pierre MEUR

